



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

PSA Peugeot-Citroën

Question au Gouvernement n° 3615

Texte de la question

USINE PSA À SEVELNORD

M. le président. La parole est à M. Alain Bocquet, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Alain Bocquet. Monsieur le Premier ministre, comme celle d'Aulnay, l'usine Sevelnord d'Hordain est dans l'oeil du cyclone. Elle a perdu 2 000 emplois en trois ans. Le groupe PSA, par " court-termisme " financier, préfère investir en Inde ou au Brésil. Selon son président M. Philippe Varin : " Le développement à l'international est financé par le *cash flow* généré en Europe ". Comble de cynisme, PSA, dont les bénéfices s'élèvent à 10 milliards d'euros en dix ans, vient d'annoncer la suppression de 6 800 emplois en Europe.

Que fait votre Gouvernement ? Votre servilité aux intérêts du CAC 40 vous rend impuissants. La famille Peugeot, première fortune française en Suisse, peut dormir tranquillement sur les 38 millions d'euros de dividendes engrangés en 2010 ! Dans le même temps, notre industrie continue de perdre pied ; elle ne représente plus que 17 % du PIB.

Vous venez d'annoncer une cellule de suivi et d'anticipation pour Sevelnord ! Mais pour anticiper quoi ?

Les salariés, nos populations, les élus ne veulent pas d'un *airbag* pour amortir le choc. Six cents d'entre eux, dans leur diversité, viennent de se constituer en comité de vigilance. Ils veulent la pérennité et le développement de cette usine ultramoderne ayant bénéficié de fonds publics et qui génère 8 000 à 10 000 emplois. Ils veulent qu'on y construise de nouveaux modèles, tel celui que PSA envisage de réaliser à Vigo en Espagne. Ils en ont assez des attermoissements et exigent plus de transparence. Ils attendent une réponse claire de votre part.

(Applaudissements sur les bancs du groupe GDR et quelques bancs du groupe SRC.)

M. le président. La parole est à M. Éric Besson, ministre chargé de l'industrie, de l'énergie et de l'économie numérique.

M. Éric Besson, *ministre chargé de l'industrie, de l'énergie et de l'économie numérique*. Monsieur Bocquet, le procès de PSA que vous instruisez est assez excessif. Permettez-moi de vous rappeler que PSA produit et investit deux fois plus en France qu'il ne vend de voitures. Cela donne une idée des proportions.

Mais PSA, comme d'autres constructeurs, est affecté, il est vrai, par la crise d'une part, et par la guerre économique qui se livre sur l'entrée de gamme et la moyenne gamme, d'autre part. Oui, une guerre des prix sévit en Europe, et PSA est touché.

Sans sous-estimer les décisions économiques, les décisions de recherche d'économies de PSA que vous avez rappelées, je tiens toutefois à souligner - car c'était une grande préoccupation pour nous - qu'il n'y a pas de licenciement, pas de départ volontaire ou de plan social, et surtout qu'aucun site industriel n'est remis en cause en France.

M. André Chassaigne. Si, si !

M. Éric Besson, *ministre*. Pour ce qui est de notre accompagnement, notre vigilance - celle de M. Xavier Bertrand et de moi-même - est très grande, qu'il s'agisse de l'accompagnement des intérimaires ou de la sous-traitance. J'ai d'ailleurs personnellement évoqué avec le président M. Varin la façon dont il fallait que les sous-traitants soient stabilisés pour pouvoir profiter de la reprise quand celle-ci reviendra.

Concernant Sevelnord, le plan de charge est plein jusqu'à fin 2017, date qui marquera la fin du partenariat entre Fiat et PSA sur la Scudo, soit 20 % de l'activité. Nous avons activé la cellule que vous avez mentionnée, réunissant les élus, les syndicats et les industriels pour essayer d'anticiper sur l'après 2017. Cela nous laisse

encore un peu de temps.

L'État est entièrement mobilisé. Au-delà de cette cellule, nous utiliserons tous nos outils : soutien à l'innovation, prime d'aménagement du territoire et aides à la réindustrialisation. Nous disposons encore d'un petit laps de temps pour préparer l'après-2017.

Données clés

Auteur : [M. Alain Bocquet](#)

Circonscription : Nord (20^e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3615

Rubrique : Automobiles et cycles

Ministère interrogé : Industrie, énergie et économie numérique

Ministère attributaire : Industrie, énergie et économie numérique

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 3 novembre 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 3 novembre 2011